

LA REVUE NOUVELLE

LA CHINE SORT DE L'OMBRE

La Chine encerclée, à la recherche de partenaires

La Chine est candidate à devenir une grande puissance, mais ses positions internes sont cependant caractérisées par des faiblesses évidentes. En liaison avec cette situation intérieure, la prétention de cette candidature est-elle justifiée par rapport au reste du monde? Comment peut-on la qualifier en termes de positions externes du pays? À la première vue, la géostratégie de la Chine privilégie les composants géoéconomique et diplomatique, selon ses traditions séculaires. Peut-elle se limiter à cela? Ne doit-elle pas choisir des partenaires privilégiés? La réponse à ces interrogations ne peut être que complexe, car la Chine est un grand pays qui a beaucoup de voisins, développe des stratégies multiples à grande échelle: elle se trouve en contact avec quasiment tous les pays du monde.

PAR NICOLAS BARDOS-FÉLTONYI

À l'Est, il y a le Japon. Désormais, le pays le plus influent à l'ouest du Pacifique n'est plus le Japon, mais la Chine. Cela n'empêche Beijing de se méfier de Tokyo en raison du nationalisme japonais persistant, qui a laissé de mauvais souvenirs dans toute l'Asie, ainsi que du renforcement des forces de la soi-disant autodéfense japonaise et de la persistance de l'alliance militaire nippo-américaine. Il reste que les deux pays sont en train de devenir des partenaires économiques de premier rang l'un pour l'autre. Sans doute, le genre féodo-capitaliste de leurs économies respectives les rapproche-t-il.

En matière d'approvisionnements énergétiques, le Japon se trouve en concurrence avec la Chine devant la Russie: les projets d'envergure d'oléo-

LA REVUE NOUVELLE

LA CHINE SORT DE L'OMBRE

ducs et de gazoducs à partir de la Sibérie orientale pourront aboutir soit en Chine, soit à la côte pacifique de la Russie (port de Nahodka, non loin des cotes nipponnes), une solution conjointe n'est pas encore envisagée. En ce qui concerne la question coréenne ou celle de l'Association des pays du Sud-Est asiatique¹ (Asean), le Japon se trouve, par contre, au même diapason que la Chine, souhaitant réduire l'influence américaine dans la région. D'où les efforts de Washington pour constituer une vague alliance de sécurité entre les États-Unis, l'Australie, le Japon et la Corée du Sud, et qui pourrait incorporer souplement les Philippines et l'Indonésie.

**DE L'EST À L'OUEST,
EN PASSANT PAR LE SUD**

Parmi les pays asiatiques de la zone de libre-échange de l'Asean, la Chine jouit désormais du rôle de la puissance dominante. Elle occupe économiquement la place qu'y avait le Japon et serait en train de dépasser la position commerciale des États-Unis. Elle peut y intervenir en jouant les uns contre les autres et ne manque pas de le faire. Elle semble viser la constitution d'une région bénéficiant d'une certaine indépendance vis-à-vis des États-Unis, dont le point de départ serait une zone sino-nippo-coréenne. Son influence se trouve accrue du fait de la diaspora chinoise présente dans toute cette région du monde, dont l'immense majorité garde des liens avec la mère patrie. C'est ce qui lui a permis sinon de résoudre, en tout cas de geler à son avantage les contentieux qui touchent à la souveraineté sur les archipels de la Chine méridionale, riches de matières premières et énergétiques.

Quant aux voisins communistes (?), il faut mentionner la Corée et le Vietnam. La question de la Corée du Nord est simplement celle de la réunification des deux Corées. La discussion autour de ses armes nucléaires n'est que l'écran de fumée masquant cette question fondamentale. Car celle-ci soulève le problème de savoir qui, demain, dominera ou contrôlera cette réunification : la Chine, le Japon ou éventuellement les États-Unis ?

Sans pouvoir apporter ici une réponse à cette interrogation, il convient en tout cas de savoir que la dépendance économique de la Corée du Nord à l'égard et de la Chine est extrême. Les liens économiques se multiplient également entre la Chine et la Corée du Sud, où la Chine supplante de plus en plus les États-Unis. Les États-Unis ont dû admettre la création d'un « groupe de six » dont font partie les deux Corées, la Chine, la Russie, le Japon et les États-Unis pour gérer la question coréenne. La Chine vise la neutralisation des deux Corées, si possible réunies. En contrepartie, elle est prête à donner à l'une ou l'autre, ou à l'ensemble, une garantie de sécurité avec le Japon et les États-Unis. Voulant avant tout maintenir leurs implantations militaires dans la région, ces derniers craignent évidemment de

¹ Dont sont membres à différents titres: Indonésie, Malaisie, Singapour, Thaïlande, Philippines, Brunei, Vietnam, Cambodge, Laos et Birmanie. Avec ces pays, la Chine, la Corée du Sud et le Japon constituent ce que l'on appelle Asean + 3.

LA REVUE NOUVELLE

LA CHINE SORT DE L'OMBRE

revaloriser géopolitiquement ces deux premiers pays. De leur côté, la Chine comme le Japon, voire la Corée du Sud, appréhendent « l'imprévisibilité américaine » de ces dernières années.

Malgré le règlement du conflit frontalier, les relations sino-vietnamiennes restent sujettes aux effets de la poursuite par la Chine de la construction d'une série de barrages sur le Mékong, le grand fleuve de toute l'Indochine, sans parler de la question des archipels des mers du Sud, dont ceux du Nord, les îles Paracel-Xisha. Ces archipels sont déjà sous la juridiction de la Chine. C'est ici qu'il convient de signaler l'établissement d'une importante liaison routière entre la Chine du Sud et la Thaïlande, traversant le territoire laotien. Le récent rapprochement entre l'Inde et la Chine a permis aussi de voir que cette dernière ne soutient plus les soit-disant maoïstes du Népal et vise la stabilisation du pays.

Pour ce qui concerne les relations chinoises avec l'Inde et le Pakistan, elles sont enchevêtrées, car elles font intervenir une multiplicité de grandes puissances, locales ou non. Les deux grandes puissances de l'Asie du Sud, la Chine et l'Inde, mènent des politiques d'équilibre délicates entre elles, alors que le Pakistan est, plus ou moins, tombé dans la zone d'influence américaine. La Chine tient actuellement à maintenir une distance égale, mais de proximité, avec l'Inde et le Pakistan, sans oublier son voisin du Nord, la Russie. Ainsi, elle intervient pour empêcher une guerre indo-pakistanaise. L'Inde de son côté en fait autant à l'égard de la Chine et de la Russie, mais entretient des relations tumultueuses avec son voisin immédiat, le Pakistan.

Pour l'Inde, surtout depuis qu'elle n'a plus de frontières communes avec elle, la Russie reste un allié indispensable pour contrebalancer le poids de la Chine à ses frontières, notamment himalayennes, truffées d'armes nucléaires chinoises. Depuis quelques années, l'Inde dispose néanmoins d'armes nucléaires dont la portée couvre pratiquement tout le territoire chinois. L'intrusion américaine a sans doute contribué au rapprochement sino-indien de ces dernières années.

Nonobstant, New Delhi vient d'entamer des négociations avec Beijing pour régulariser les questions liées aux frontières communes (3 500 kilomètres) et relancer la coopération économique entre les deux pays. Rappelons que ces deux pays totalisent un tiers de la population mondiale. Par ce rapprochement, la Chine vise à s'allier avec le pays le plus puissant de la région, à y réduire la tension, notamment entre l'Inde et le Pakistan, désormais puissances nucléaires, et surtout à y atténuer l'influence des États-Unis, autrement dit à tempérer les effets de l'encercllement qu'elle subit.

Face à la récente installation de bases militaires américaines en Afghanistan et en Asie centrale, et pour des raisons économiques liées aux liens économiques sino-centro-asiatiques traditionnels et à l'intérêt de la Chine pour le pétrole du bassin de la Caspienne, Beijing a tenu à renforcer le Groupe de Shanghai. Ce groupe réunit la Chine, la Russie et le Kazakhstan, ainsi que trois autres pays centro-asiatiques. Chose importante, ses membres ont signé un pacte de démilitarisation d'une zone de cent kilomètres de large le long des huit-mille kilomètres de frontières communes. Le gouvernement

LA REVUE NOUVELLE
LA CHINE SORT DE L'OMBRE

chinois soutient activement le projet de gazoducs et d'oléoducs allant du Caucase méridional, à travers l'Asie centrale, jusqu'à sa région occidentale ouïgoure du Xinjiang.

**QUID DES PUISSANCES NUCLÉAIRES
DE LA GUERRE FROIDE ?**

La Chine développe une politique étrangère de multilatéralité qui consiste à mettre en place des distances égales vis-à-vis d'autres puissances dont les États-Unis et la Russie. Du côté des États-Unis, la *doctrine Kissinger* continue à prévaloir : *divisa et imperia*. Autrement dit, les autres puissances du monde ne doivent pas établir d'alliances ou de liens entre elles plus forts que ceux que chacune d'elles entretient avec les États-Unis. Dans sa situation actuelle d'anémie relative, la Russie recherche ardemment toute alliance qui renforcerait sa position.

La rivalité économique entre l'Union européenne, la Russie, le Japon et les États-Unis, qui s'exprime à travers la stratégie de leurs multinationales, donne à la Chine comme économie « naissante » une marge de manœuvre certaine. En matière énergétique, la Chine elle-même développe, à travers ses compagnies pétrolières, des rapports de force avec les compagnies européennes ou américaines en Asie centrale ou dans le Caucase méridional. Quant aux droits humains, les grandes puissances ne sont guère en tête de peloton parmi ceux qui les respectent, car Washington a ses « terroristes », Moscou, ses Tchétchènes et Beijing, ses Ouïgours à écraser, à anéantir ou à éliminer définitivement ! Certes, si ces « mécréants » n'avaient pas existé, il aurait fallu les inventer à l'usage interne afin de maintenir et soutenir « la loi et l'ordre », plus particulièrement ceux d'après le 11 septembre 2001.

La Chine semble se trouver devant une situation analogue à celle des anciens pays du monde soviétique. Aux dirigeants comme au commun des mortels, les États-Unis apparaissent comme un modèle de référence en termes économiques et militaires, voire culturels et idéologiques. Ils seraient partagés entre l'admiration et la méfiance, entre la volonté de devenir partenaires des États-Unis et de s'y opposer. C'est politiquement, comme géopolitiquement, fort délicat, car cette hésitation rend les *options du régime branlantes, voire boiteuses*. Les stratégies d'ouvertures réciproques entre Beijing et Washington se définissent, selon les moments, en fonction de la rivalité de l'un ou de l'autre avec Moscou.

Outre la question taiwanaise bien connue, les *relations sino-américaines* se caractérisent, spécifiquement, par l'importance des exportations excédentaires chinoises vers l'Amérique et les créances toujours croissantes qui en résultent et que la Chine détient sur les États-Unis². Après les banques

² Le financement des déficits des balances de paiements passe la plupart du temps par des achats de bons du Trésor américains. Selon les projections actuelles, les deux Chines, y compris Hong Kong, détiendraient d'ici quelques années la moitié de ces bons du Trésor destinés aux banques centrales étrangères.

LA REVUE NOUVELLE

LA CHINE SORT DE L'OMBRE

centrales et les groupes privés d'Europe et du Japon, la Chine est le troisième créancier en importance de l'Amérique, ce qui lui donne évidemment un levier de pouvoir non négligeable face à Washington. Celui-ci le sait, d'où sa volonté d'encercler militairement et aussi effectivement que possible la Chine. C'est assurément la raison principale du maintien de la domination américaine sur l'île de Taiwan et l'expression toujours vigoureuse de Beijing de vouloir, jusqu'ici en vain, exercer sa souveraineté sur celle-ci. L'exemple de l'incorporation de Hong-Kong à la Chine populaire a, il y a quelques années, néanmoins montré que rien n'est éternel dans ce bas monde.

En ce qui concerne les *rappports sino-russes*, la Chine comme la Russie défendent forcément la même position de fond : refus de l'unilatéralisme américain et lutte pour un monde multilatéral ! Ces dernières décennies, elles ont réussi à stabiliser véritablement leurs frontières communes, qui ont été à l'origine de pas mal de conflits, même armés. La Russie est un important fournisseur de la Chine en matière d'armements de haute technologie et de matières énergétiques. Toutes deux développent des projets d'envergure d'oléoducs et de gazoducs à partir de la Sibérie orientale (Angarsk près du lac Baïkal) jusqu'au Nord-Est (Daqing) et à l'Ouest chinois.

Le réarmement nucléaire de la Chine ne fait pas plaisir à la Russie qui peut craindre des infiltrations chinoises croissantes dans les territoires sibériens, fort peu peuplés. Néanmoins, Beijing considère actuellement Moscou comme son allié naturel pour s'opposer à la pénétration américaine en Asie centrale, et Moscou semble tout à fait consentant. Alors que le démantèlement de l'Union soviétique a été favorable à la Chine, l'apparition des nouveaux États centro-asiatiques comme celle d'un certain panturquisme l'inquiètent et inquiètent la Russie comme sources de pénétrations nationale-religieuses dans les régions occidentales et comme problèmes frontaliers. Il reste qu'en matière du « système de défense antimissile », il existe une complicité certaine entre la Russie et les États-Unis, au-delà des dirigeants, et une complicité de la Chine et de l'Union européenne.

L'HISTOIRE (IM)POSSIBLE DES RAPPORTS CHINE - UNION EUROPÉENNE

Dès le début des années soixante, la Belgique reconnaît diplomatiquement la Chine populaire, suivie par la France en 1964 et puis progressivement par les autres pays européens. Depuis la chute du mur de Berlin, les contacts se multiplient devant les nouvelles données géopolitiques et, en 1998, ces contacts ont franchi une étape importante par l'institution de réunions aux sommets Chine - Union européenne.

Parmi les partenaires commerciaux actuellement les plus importants de la Chine, les États-Unis, le Japon et l'Union européenne occupent une place quasi équivalente. En 2002, Beijing annonce du reste sa décision de diversifier ses réserves en devises en faveur de l'euro pour mettre en évidence sa

LA REVUE NOUVELLE

LA CHINE SORT DE L'OMBRE

vision multilatérale du monde et réduire ses risques de change, qui ne faisaient qu'augmenter avec l'accroissement des relations commerciales sino-européennes.

La diversification et l'élargissement des liens commerciaux constituent un enjeu d'envergure pour la Chine comme pour l'Union européenne. Comme on le sait, la Chine recherche par tous les moyens l'ouverture de moyens de communication terrestres ou maritimes afin de garantir son approvisionnement en matières énergétiques et, en contrepartie, d'écouler sa production vers d'autres économies. Ainsi, elle s'intéresse beaucoup à la mise en place du projet européen Traceca. En cours d'achèvement, ce projet devra relier par le biais d'infrastructures de transports, l'Union européenne, le Caucase méridional et l'Asie centrale avec la Chine occidentale afin d'améliorer les liaisons économiques eurasiatiques.

Il reste que la vision chinoise des États-Unis est, politiquement, peu claire et empreinte d'hésitations. Ce caractère indécis et parfois déroutant des attitudes chinoises ne peut pas être interprété comme de simples manœuvres tactiques ou pragmatiques. Elles réduisent la lisibilité des options du régime et constituent jusqu'à un certain point un obstacle à un rapprochement de fond entre Beijing et Bruxelles. Et, du côté de l'Union européenne, les incertitudes des relations transatlantiques ne facilitent pas non plus de grandes options stratégiques.

Comme la pratique historique le montre cependant, la coalition géostratégique entre entités mondiales, dont les forces et les faiblesses sont complémentaires, qui peuvent se considérer comme étant « encerclées » et qui, l'une et l'autre, se situent au-delà des puissances voisines, bénéficie d'une certaine stabilité. La stabilité de ces coalitions contribue à l'avènement d'autres alliances de même nature. Certes, toujours fragiles, ces évolutions peuvent néanmoins faciliter l'établissement d'équilibres en termes géopolitiques dans le monde, du moins diminuer les risques de guerre.

C'est ce que semblent souhaiter l'Union européenne comme la Chine, qui sont faiblement nucléarisées et dès lors moins craintes par leurs voisins. Elles partagent également la conviction de privilégier des stratégies géoéconomiques et diplomatiques aux actions militaires.

De plus, leurs dépendances, surtout énergétiques, les lient beaucoup à la Russie (mais pas exclusivement), ce qui est susceptible d'apaiser des relations. Elles sont partisans du multilatéralisme, tout en reconnaissant la nécessité d'être toujours en position de négociateur avec les États-Unis.

Idéalement, les relations entre Bruxelles et Beijing devraient ainsi devenir plus développées et plus fortes que celles existant entre Bruxelles et Moscou, même dans la perspective d'une *Ostpolitik* renouvelée. Une alliance entre la Chine et l'Union européenne peut d'ailleurs paraître moins alarmante aux États-Unis qu'une alliance russo-européenne.

Cette dernière pourrait en fait s'avérer trop forte au regard des autres puissances, car elle réunirait une capacité économique dominante avec un pouvoir nucléaire non négligeable. Enfin, par contre, une alliance sino-euro-

LA REVUE NOUVELLE

LA CHINE SORT DE L'OMBRE

péenne pourrait devenir une contre-garantie à des liens stratégiques traditionnels entre Washington et Moscou dont la volonté de toujours est de maîtriser, superviser ou contrôler l'Europe occidentale et centrale, tout autant que la Chine.

Nicolas Bárdos-Féltoronyi

Nicolas Bárdos-Féltoronyi est professeur émérite de l'U.C.L.